

La réindustrialisation : du mantra à la tarte à la crème



« La bataille de la réindustrialisation est clé sur le plan politique et géopolitique. Il nous faut plus de travail, de capital et de progrès technique pour avoir une réponse au climat et à la biodiversité ». Ainsi s'exprimait le 11 Mai dernier le Chef de l'Etat. Le plan France Relance 2030 prévoit ainsi une enveloppe de 50 milliards d'euros d'engagements dans l'industrie nationale dont 20 milliards d'ici la fin de l'année.

La France n'est pas la seule à s'être engagée dans la bataille.

Elle avait été précédée par la Chine dont le plan « made in China » visait à faire de ce pays l'acteur dominant des industries d'avenir clés. L'Inde prévoyait pour sa part que l'industrie représenterait 25 % du PIB national en 2025. Certains pays émergents producteurs de minerais ont imposé que ces derniers ne puissent être exportés qu'après transformation (Indonésie, Zimbabwe).

Les pays occidentaux, qui ont longtemps critiqué l'interventionnisme français, ne sont pas en reste. Joe Biden prévoit de dépenser 1.000 milliards de dollars (5 % du PIB) pour que les Etats Unis redeviennent l'usine du monde. L'Union Européenne a modifié ses règles de libre échange pour que les Etats membres puissent subventionner les industries d'avenir.

La stratégie de réindustrialisation repose sur un arsenal de mesures, certaines incitatives (aides, subventions, simplifications administratives), d'autres coercitives (protectionnisme plus ou moins larvé).

Pourquoi la réindustrialisation est-elle devenue tendance ?

Quatre changements majeurs et quelques convictions expliquent le retour en grâce du colbertisme mondial.

La pandémie en a certainement été le catalyseur. Les populations ont brutalement été confrontées à des pénuries, essentiellement de matériels médicaux. Les politiques se sont emparés du problème en regrettant que les masques, le paracétamol ou le curare ne puissent être produits localement. Les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, qui n'étaient pas dues à la « mondialisation » mais à un déséquilibre extrême entre la demande de biens manufacturés et l'offre disponible, ont achevé de les convaincre de l'impératif de réindustrialisation.

Dans le même temps, les confrontations militaires et géopolitiques en Ukraine et à Taiwan ont mis en évidence l'extrême dépendance des économies occidentales vis-à-vis de pays considérés comme inamicaux. La Russie n'a pas hésité à utiliser le gaz comme arme de guerre économique contre l'Europe. Le fondeur taiwanais TSMC est en position de quasi-monopole mondial sur les puces les plus sophistiquées. Dans un monde en guerre, il est impératif de ne pas dépendre de son ennemi pour ses besoins vitaux.

La poussée des populismes, symbolisée par l'élection de Donald Trump à la présidence de la plus grande puissance mondiale, a par ailleurs convaincu les hommes politiques les plus libéraux qu'il fallait redonner de « bons emplois » à leurs électeurs peu qualifiés. L'industrie fournissait autrefois ces « bons emplois ». Pourquoi ne pas revenir à cette époque dorée ?

Quatrième changement majeur, la lutte contre le réchauffement de la planète s'intensifie. Nonobstant quelques réfractaires qui continuent à nier l'existence de ce phénomène, il est clair aujourd'hui que la hausse des températures provoque des désastres climatiques de plus en plus fréquents et violents. Le verdissement des économies nécessite des investissements colossaux. Les dirigeants politiques considèrent que le secteur privé ne pourra à lui seul réaliser ces investissements. L'argent public doit accompagner la transition.

La conviction qui anime ce nouveau colbertisme provient du fait que l'industrialisation est une idée qui a fait ses preuves. Des économistes (Friedrich List notamment) ont théorisé la nécessité pour l'Etat de subventionner les industries naissantes et d'imposer une forte dose de protectionnisme pour favoriser le développement d'industries émergentes. Cette théorie semble être corroborée par la réussite des tigres asiatiques dont le premier d'entre eux menace aujourd'hui la première puissance mondiale. Cette conviction s'appuie également sur quelques réussites soigneusement mises en avant. Par exemple, sans argent public, Airbus n'existerait pas. Enfin, les dirigeants mondiaux ont la conviction que l'industrie est plus productive que les services.

Si les quatre changements majeurs évoqués précédemment et subis en quelques années imposent probablement une nouvelle approche de l'industrialisation, justifient-ils les tombereaux d'argent public versés de manière plus ou moins discriminée aux industriels nationaux et l'érection de barrières qui protègent les entreprises en panne de compétitivité au détriment des consommateurs ?

Quels sont les risques générés par la stratégie de réindustrialisation ?

La tentation dirigiste et protectionniste n'est pas une idée nouvelle. Sans revenir à Colbert, le plan Calcul initié par le Président de Gaulle en 1966 devait assurer l'autonomie du pays dans les techniques de l'information. En 1988, Edith Cresson voulait arrêter les magnétoscopes japonais à Poitiers. Deux échecs caricaturaux.

Le monde est devenu libre-échangiste parce que le dirigisme et le protectionnisme ne fonctionnaient pas. Les économistes de l'Ecole de Chicago ont convaincu les dirigeants anglo-saxons des années 1980 que le libéralisme économique était la meilleure solution pour casser les rentes (transport aérien), favoriser l'innovation et enrichir les populations. L'industrie a quitté partiellement les pays les plus riches parce qu'il était plus rentable pour eux de se spécialiser sur les services les plus lucratifs.

Les populations n'ont toutefois jamais été entièrement convaincues. Elles attendent de leurs dirigeants qu'ils agissent. Lionel Jospin a payé cher en 2002 sa phrase « l'Etat ne peut pas tout » prononcée aux salariés de Michelin sous la menace d'un plan de licenciements.

Tant que le niveau de vie s'améliorait, le libre-échangisme prospérait. Jusqu'à la Grande Crise Financière qui a montré les limites de la financiarisation de l'économie et constitué le terreau du présent retournement.

Mais les « convictions » sur lesquelles s'appuient les dirigeants d'aujourd'hui pour réindustrialiser se révèlent être des illusions.

La conviction que l'industrie offre massivement de « bons » emplois aux salariés peu qualifiés est aujourd'hui désuète. Les nouvelles usines financées par l'argent public proposeront certes de très bons emplois mais en faible nombre et à des personnes très qualifiées.

La compétitivité des usines ne peut être dissociée de celle des services. D'une part, parce que la frontière entre les deux est poreuse. Apple ne dispose d'aucune usine. IL vend pourtant des téléphones. Le motoriste britannique Rolls Royce réalise 1/3 de son chiffre d'affaires dans l'après-vente. D'autre part, parce que le logiciel est aujourd'hui un vecteur clé dans la réussite industrielle. Dassault Systèmes est un partenaire incontournable des plus grands acteurs industriels mondiaux. Pourquoi ne pas aider également les champions du service ?

Les historiens débattent aujourd'hui de l'idée selon laquelle la politique industrielle constituerait le moteur du succès des tigres asiatiques. Le MITI japonais n'a pas empêché le transfert des usines électroniques nippones vers Taiwan, la Corée du Sud ou la Chine. Les plus grandes réussites chinoises

émanent de sociétés privées alors que l'efficacité de la dépense publique suscite des interrogations. A contrario, la politique industrielle sous influence marxiste mise en œuvre après la décolonisation en Afrique s'est révélée être désastreuse. Il n'est pas du tout évident que l'Inde ait intérêt aujourd'hui à subventionner l'implantation d'usines qui, faute d'infrastructure industrielle, logistique et humaine, se limitent pour l'instant à l'assemblage de produits finis alors qu'elle dispose d'un réel avantage concurrentiel dans les services informatiques dont le développement est contraint par un système éducatif encore défaillant.

Quant à la mise en avant de quelques exemples de réussites stimulées par l'argent public, combien d'échecs calamiteux dus au fait que les pouvoirs publics ne sauront jamais anticiper le marché de demain (ou d'après-demain) mieux que les entreprises privées. Le minitel vs Tesla.

Il est enfin illusoire d'espérer que la réindustrialisation permettra une réelle autonomie nationale dans les secteurs jugés stratégiques. La France devrait disposer dans un proche avenir de méga-usines de batteries financées largement par l'argent public mais importera la totalité des minerais utilisés et une grande partie des composants. Peut-on parler d'indépendance ? Aucun pays, pas même les Etats Unis ou la Chine, ne peut être indépendant aujourd'hui dans tous les secteurs essentiels.

Si les pouvoirs publics se nourrissent d'illusions pour justifier leur politique industrielle, ils devraient en revanche avoir une certitude. Les produits industriels vont coûter plus cher dans le monde de demain et c'est le consommateur & contribuable qui payera l'addition. La course à l'échalotte budgétaire oppose tous les pays, même les alliés occidentaux. Soitec a obtenu 3 milliards d'euros de subventions pour sa nouvelle usine de semi-conducteurs à Grenoble, Intel 10 milliards en Allemagne et TSMC trente milliards aux Etats Unis. Même après l'aide public, le consommateur payera plus cher les produits finaux relocalisés en l'absence d'un écosystème comparable à celui existant à Taïwan ou en Corée du Sud.

Comment gérer les défis du monde de demain ?

Le soutien à la réindustrialisation n'est donc pas la bonne idée que nos dirigeants veulent nous vendre. Mais les défis auxquels nous sommes confrontés doivent être surmontés : nouvelle pandémie, confrontation géopolitique, réchauffement climatique. Comment faire sans casser la tirelire budgétaire ?

L'Etat peut tout d'abord accroître les dépenses de recherche fondamentale, d'éducation et d'infrastructure (électrique, télécom,) et améliorer l'efficacité de son administration. La puissance étatique est légitime pour financer ce qui constituera le socle du développement de demain.

L'Etat aurait également intérêt à redistribuer les aides budgétaires en réductions d'impôt sans choisir la technologie, le secteur ou l'entreprise qui va gagner. Cela ne sera certes pas toujours possible. Si nous ne subventionnons pas notre sidérurgie pour réduire sa consommation énergétique, soit elle continuera à polluer, soit elle sera délocalisée dans des pays moins regardants. Mais l'Etat doit veiller à rester au maximum dans un rôle d'arbitre.

L'Etat doit par ailleurs s'assurer de la diversification des approvisionnements essentiels. Cela ne sera pas toujours possible. Les industriels sont dépendants des terres rares produites à plus de 90 % pour certaines d'entre elles en Chine. Les puces les plus sophistiquées sont quasi exclusivement produites par une entreprise dont les usines sont à la merci des missiles chinois. Mais ces situations restent relativement rares.

L'Etat devrait enfin coopérer avec les Etats « amis ». D'une part, pour renforcer son autonomie en cas de conflit ; d'autre part, pour éviter la course à l'échalotte budgétaire. Il y a encore beaucoup à faire pour les Etats occidentaux, le pire étant à craindre lors des prochaines élections présidentielles américaines.

En conclusion, la réindustrialisation est devenue le nouveau mantra des gouvernants. Voulue ou contrainte, elle se traduira par un monde plus instable et plus inflationniste.

Mais les messages politiques s'usent souvent après emploi. Qui se souvient de la « reconquête du marché intérieur » énoncée en décembre 1981 et devenue la « tarte à la crème » des années 1980 alors même que notre pays amorçait sa désindustrialisation et s'engageait dans des décennies de déséquilibre de ses échanges extérieurs ?

Pour prendre contact avec nos conseillers :

☎ 33 1 42 44 85 80 00

✉ info@maubourg-patrimoine.fr